

pôt des marbres ¹ provenant des monuments abattus, mais je n'ai pu trouver aucun document précis sur ce dépôt ni sur les marbres qu'on y avait transportés.

L'horrible tempête de 1793 n'eut heureusement qu'un temps. La France se souvint enfin que Dieu, qu'elle avait chassé de ses temples, existait encore, et elle lui en rouvrit les portes. Mais ce qui restait de nos anciennes églises n'était, pour ainsi dire, qu'une ruine. Saint-Jean, quoique devenu le temple de la Raison et bien que les théophilanthropes y brûlassent l'encens au pied de sa statue placée sur une montagne en carton, dessinée et exécutée par Hennequin et Chinard, n'avait été l'objet d'aucun entretien. Les eaux pluviales s'infiltraient par toutes les voûtes comme par les fenêtres, veuves de la plupart de leurs anciennes verrières. De grands travaux de réparations dont je parlerai plus loin, durent dès lors y être entrepris, quoique la caisse municipale fût vide ; en même temps, on s'occupa à refaire le mobilier du monument entièrement brisé par la Révolution. Quant aux stalles à replacer dans le chœur, une circonstance fortuite permit d'en retrouver tout à coup une quantité très considérable et dont le propriétaire était fort embarrassé. Ces stalles étaient celles de l'ancienne et splendide église abbatiale de Cluny, vendue comme bien national et en partie détruite déjà. Qui n'a pas entendu parler de cette basilique, la plus vaste de la chrétienté et parcouru les rues si pittoresques de la ville où se rencontrent encore tant de spécimens remarquables de l'architecture civile du xi^e siècle ?

LÉOPOLD NIEPGE.

(A suivre.)

¹ Dans ce dépôt se trouvaient aussi des marbres destinés au monument que la maison de Bouillon se proposait d'ériger dans l'église abbatiale de Cluny à la mémoire de Frédéric-Maurice de la Tour d'Auvergne et de sa femme Léonie de Berg. Mais on sait que Louis XIV interdit l'érection de ce monument ; les statues seules arrivèrent à Cluny où elles se trouvaient encore dans leurs caisses au moment de la Révolution. Lenoir et Sauvé furent envoyés par le gouvernement pour empêcher leur destruction. Quant aux marbres qui étaient à Lyon, la ville demanda à les utiliser.]